

Audience publique du 16 mars 2018

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision du directeur à la Formation professionnelle
en matière d'affectation

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 39287 du rôle et déposée le 21 mars 2017 au greffe du tribunal administratif par Maître Marc Walch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Diekirch, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation sinon à la réformation d'une décision du 2 juin 2016 du directeur à la Formation professionnelle « *en ce qu'elle [l']a libéré avec effet immédiat [...] de sa tâche administrative dans le domaine informatique* » ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 10 mai 2017 par le délégué du gouvernement ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 juin 2017 par Maître Marc Walch, au nom de son mandant ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement en date du 4 juillet 2017 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marc Walch et Madame le délégué du gouvernement Danitza Greffrath en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 décembre 2017 ;

Vu le mémoire supplémentaire du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 9 janvier 2018 ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif en date du 12 janvier 2018 par Maître Marc Walch au nom de son mandant ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Marc Walch et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul Reiter en leurs plaidoiries

respectives à l'audience publique à laquelle l'affaire a été fixée pour la continuation des débats.

Par un courrier du 25 mai 2016, Monsieur ..., employé de l'Etat engagé à tâche partielle auprès du ... à ..., dénommé ci-après « le ... », se fit inviter par le directeur à la Formation professionnelle, dénommé ci-après « le directeur », à se présenter au ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dénommé ci-après « le ministère », au service de la Formation Professionnelle, dans le cadre d'un ordre de justification lui adressé le 29 avril 2016 par rapport auquel il eut pris position par courrier recommandé daté du 11 mai 2016.

Suite à cette entrevue, le courrier suivant lui fut adressé par le directeur en date du 2 juin 2016 :

« (...) Suite à l'ordre de justification qui vous a été notifié en date du 29 avril 2016, vous avez été convoqué en accompagnement de votre supérieur hiérarchique Monsieur ... à vous présenter en date du mercredi 1^{er} juin 2016 à 8.30 heures au Service de la formation professionnelle au bureau 500.

Lors de cette entrevue, Madame ..., directrice adjointe à la formation professionnelle a pris connaissance de vos explications et accepte votre justification. En conséquence, la procédure de l'ordre de justification vient au terme et les documents y afférents sont classés dans votre dossier personnel.

Après vérification de votre contrat de louage de services d'employé de l'État en tant que chargé de cours à durée indéterminée et à tâche partielle de 16/22 leçons hebdomadaires, je vous informe que vous êtes libéré de votre tâche administrative dans le domaine informatique avec effet immédiat et que vous serez réintégré dans votre fonction du personnel enseignant à partir de la rentrée scolaire 2016/2017.

Je vous prie de vous mettre en contact avec Monsieur ..., chargé de direction du ... d'Ettelbruck pour clarifier les détails de la phase intermédiaire jusqu'à votre réintégration dans le personnel enseignant. (...) ».

Cette décision fut confirmée, sur recours gracieux daté du 15 juillet 2016, par une décision du ministre de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dénommé ci-après « le ministre », du 13 septembre 2016.

Par requête déposée le 21 mars 2017 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours principalement en annulation et subsidiairement en réformation de l'acte précité du 2 juin 2016.

Quand bien même une partie ait formulé un recours en annulation à titre principal et un recours en réformation à titre subsidiaire, le tribunal a l'obligation d'examiner en premier lieu la possibilité d'exercer un recours en réformation contre la décision

critiquée, alors qu'en vertu de l'article 2 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, dénommée ci-après « la loi du 7 novembre 1996 », un recours en annulation n'est recevable qu'à l'égard des décisions non susceptibles d'un autre recours d'après les lois et règlements.

Etant donné que la qualité d'employé de l'Etat de Monsieur ... n'est pas litigieuse en l'espèce, il échet de retenir, contrairement à ce qui est soutenu par le délégué du gouvernement, qu'en vertu de l'article 10, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, dénommée ci-après « la loi du 25 mars 2015 », aux termes duquel « *Les contestations résultant du contrat d'emploi, de la rémunération et des sanctions et mesures disciplinaires sont de la compétence du tribunal administratif, statuant comme juge du fond.* », le tribunal est compétent pour connaître d'un recours en réformation quant aux contestations résultant du contrat d'emploi des employés de l'Etat, parmi lesquelles sont comprises celles relatives aux affectations, telles que celles faisant l'objet du présent recours, dès lors qu'il a été décidé « *de ne plus procéder au renouvellement d'une décharge en faveur de Monsieur ...* », ayant comme conséquence que ce dernier ne sera plus affecté à un poste d'informaticien, mais devra effectuer une tâche d'enseignant.

Force est de retenir que si Monsieur ... ne vise dans sa requête introductive d'instance que la décision initiale précitée du 2 juin 2016, ledit recours est nécessairement également dirigé contre la décision purement confirmative du ministre du 13 septembre 2017, étant donné qu'une décision sur recours gracieux ou hiérarchique, purement confirmative d'une décision initiale, tire son existence de cette dernière et, dès lors, les deux doivent être considérées comme formant un tout indivisible, de sorte qu'un recours introduit contre la seule décision initiale est valable.¹

Le recours subsidiaire en réformation est encore recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il s'en suit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours principal en annulation.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur passe en revue les rétroactes repris ci-avant en précisant qu'à la fin de l'entretien au ministère dont l'ordre du jour aurait été strictement limité à discuter sa prise de position au sujet de l'ordre de justification lui adressé, il aurait été, à sa grande surprise, interpellé « *hautainement* » par le directeur dans les termes suivants, « *sans préjudice quant aux termes plus précis employés* » : « *...an dass dir et wesst, dir gidd ab lo rem Schoul halen...* ».

En droit, le demandeur fait plaider que la décision de lui attribuer une tâche d'enseignant constituerait une violation flagrante de ses droits acquis, relevant, à ce titre, que depuis son embauche auprès du ..., il aurait travaillé exclusivement comme informaticien avec une tâche purement administrative, à savoir la gestion des réseaux et le suivi de l'informatique, sans qu'il n'ait jamais été amené à enseigner avant la date de la décision litigieuse, de sorte qu'il y aurait eu novation de son contrat de travail.

¹ trib. adm. 31 janvier 2013, n° 28520 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Procédure contentieuse, n° 228.

Le demandeur estime ensuite qu'aucune procédure légalement régulière n'aurait été « *entamée pour entâcher son droit indiscutable* ».

En troisième lieu, le demandeur fait valoir que la décision litigieuse ne se fonderait sur aucun motif valable et ne contiendrait aucune motivation valable.

En dernier lieu, le demandeur conclut à la requalification de la décision litigieuse en tant que sanction déguisée, étant donné que son employeur aurait eu, à tout moment, connaissance du fait que, malgré son engagement officiel en tant que « *chargé de cours* », il aurait, depuis le premier jour de son engagement, soit depuis plus de 14 ans, presté de bons et loyaux services comme informaticien, de sorte que le pouvoir hiérarchique ne saurait se retrancher derrière une prétendue « *vérification* » de son contrat de louage de services pour constater de façon « *soudaine* » qu'il aurait été, jadis, engagé comme « *chargé de cours* ».

Il ajoute que, lors de la procédure relative à un précédant ordre de justification, cette même question n'aurait visiblement pas intéressé la hiérarchie, mais que cette fois-ci, cette dernière se serait tout à coup ravisée, vu « *l'évidente impossibilité de prospérer par la voie disciplinaire* » contre lui, en raison du fait qu'il aurait agi en parfaite conformité avec la loi.

Ainsi, la décision déferée ne laisserait place à aucune autre interprétation logique que celle d'une « *sanction déguisée, despotique et arbitraire et sans respect pour une quelconque procédure disciplinaire* », le demandeur relevant encore que le courrier du 2 juin 2016 qui serait intitulé « *réponse à votre justification relative à l'ordre de justification de votre tâche au ... d'...* », outre qu'il donnerait acte de la réponse satisfaisante à l'ordre de justification, contiendrait une sanction consistant en la perte d'un droit acquis à sa tâche administrative dans le domaine informatique par sa « *réintégration* » dans la fonction du personnel enseignant à partir de la rentrée 2016/2017.

Il relève encore, dans ce contexte, que l'astreinte à une tâche d'enseignant serait en outre discriminatoire dans son chef, étant donné qu'il serait vraisemblablement exposé aux railleries des élèves en raison de ses problèmes de locution. Ainsi, la décision déferée constituerait une sanction déguisée, orchestrée dans le seul but de lui faire perdre courage et de le pousser tôt ou tard à la démission.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur précise, à ce sujet, que la partie gouvernementale partirait visiblement de prémisses totalement fausses pour justifier la sanction déguisée lui infligée, alors que la procédure relative à l'ordre de justification et les reproches formulés dans ce cadre à son encontre importeraient peu, relevant que l'ordre initial, même répété, de ses supérieurs aurait été parfaitement illégal, de sorte que la procédure y relative aurait dû s'arrêter à l'issue de l'entretien du 1^{er} juin 2016.

Or, faute d'avoir pu faire l'objet d'une sanction disciplinaire sur base des faits gisant à la base de l'ordre de justification, il aurait été sanctionné par le retrait de la tâche

administrative qui lui aurait été attribuée, décision qui n'aurait pas été prise dans un contexte neutre, d'autant plus qu'elle aurait été prononcée avec effet immédiat.

Le demandeur fait valoir qu'en expliquant les procédures relatives à l'attribution de décharges administratives pour les enseignants, la partie gouvernementale essaierait de dévier du vrai problème soumis au débat.

Il serait encore totalement faux de prétendre qu'il n'aurait profité d'une décharge que durant une seule année scolaire, à savoir pendant l'exercice 2015-2016, alors qu'il verserait des attestations testimoniales desquelles il ressortirait que, depuis le premier jour de son engagement, il n'aurait presté que de bons et loyaux services comme informaticien, tâche purement administrative pour laquelle il aurait d'ailleurs expressément été engagé, malgré la signature d'un contrat de chargé de cours. Ainsi, son ancien supérieur hiérarchique, chargé de direction adjoint au moment de son engagement confirmerait que « (...) *Herr ... wurde eingestellt aufgrund seiner beruflichen Erfahrung und seiner Qualifikation im Aufbau und Wartung von Computernetzwerken. Herr ... wurde eingestellt, um rein administrativ tätig zu sein und nicht als Lehrkraft, dies mit dem Einverständnis des Ministeriums (...)* », et ce, faute de poste spécialement alloué à cet effet, Madame ... attestant que « (...) *Der damalige Direktionsbeauftragte ..., hat dann den nächsten freiwerdenden Lehrbeauftragtenposten benutzt, um einen Informatiker einzustellen. Diese Zweckentfremdung von Lehrbeauftragtenstellen war und ist nicht unüblich im (...)* ».

Il donne encore à considérer qu'il ressortirait de l'attestation de Monsieur ... qu'à aucun moment, une décharge formelle n'aurait été accordée, ni réclamée, étant donné qu'il aurait été évident pour toutes les parties que la formalisation d'une telle décharge ne serait pas nécessaire, tellement il aurait été clair que la seule tâche à remplir serait celle de l'informaticien avec une tâche administrative, deux autres personnes ayant été engagées comme enseignant pour les cours d'informatique dispensés par l'école.

Il ajoute finalement que la proposition lui faite en septembre 2016 d'intégrer le Lycée Classique de Diekirch pour pouvoir continuer à effectuer les tâches informatiques aurait été une nouvelle manière de se débarrasser de lui d'une manière « *soft* », et même si cette dernière était sans relation avec le litige actuel, elle porterait intrinsèquement l'aveu non voilé de l'administration qu'elle entendrait se défaire de lui, au point de lui chercher activement un autre travail, de sorte que le caractère de sanction déguisée de la décision querellée s'en trouverait encore souligné. Le demandeur relève encore à ce sujet qu'il ne saurait être tiré aucune conclusion du fait qu'il n'aurait pas accepté la proposition en question.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en tous ses moyens, en se ralliant aux explications du ministre consistant à justifier la décision déferée par la circonstance qu'il aurait été décidé de ne plus procéder au renouvellement d'une décharge en faveur de Monsieur ..., engagé expressément comme chargé de cours, de sorte qu'il serait loisible au ministre d'autoriser, en application de l'article 9 du règlement grand-ducal du 22 juillet 2009 portant sur l'organisation et le fonctionnement du ... et fixant les

tâches du personnel, ci-après dénommé « le règlement grand-ducal du 22 juillet 2009, pour une période limitée à une année scolaire, une décharge de la tâche d'enseignement pour permettre au chargé de cours d'effectuer des tâches administratives, en fonction des besoins du service, sur proposition du chargé de direction qui inscrirait dans le système informatique dédié les tâches, ainsi que les différents types de décharges demandés.

Ainsi, contrairement à ce qu'avancerait le demandeur, une telle démarche ne constituerait pas une sanction, mais serait une conséquence découlant d'une décision de ne plus accorder de décharge pour le futur, décharge qui constituerait une faculté et non un droit, de sorte que le demandeur ne saurait se prévaloir d'un quelconque droit acquis à cet égard.

Le tribunal n'est pas tenu de suivre l'ordre dans lequel les moyens sont présentés par une partie demanderesse mais, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, sinon de la logique inhérente aux éléments de fait et de droit touchés par les moyens soulevés, peut les traiter suivant un ordre différent².

De plus, le tribunal a, lors de la première audience publique des plaidoiries, posé aux parties la question de la détermination de l'autorité compétente pour décider de ne plus procéder au renouvellement d'une décharge en faveur de Monsieur ..., étant relevé que la décision initiale du 2 juin 2016 a été prise par le directeur, alors que la décision confirmative du 13 septembre 2016 a été adoptée par le ministre.

En effet, la question la compétence de l'organe administratif est une question de fond touchant à l'ordre public et doit être soulevée d'office par le juge³.

Dans son mémoire supplémentaire, le demandeur, outre son argumentation suivant laquelle la question de la compétence serait un faux débat, alors qu'il n'aurait justement pas été engagé en tant que chargé de cours, conclut à l'incompétence du directeur pour prendre une telle décision.

De plus, il souligne que tout au long de son engagement au sein du ..., il se serait occupé exclusivement et sans la moindre exception à l'entretien du réseau informatique, soit une tâche qui ni de près, ni de loin, n'aurait trait à l'enseignement à proprement parler, et qui ne constituerait par ailleurs pas non plus une tâche administrative au sens propre du terme, son poste équivalant plutôt à celui d'un correspondant informatique et qui devrait être encodée comme décharge « CORIN » et non pas « ADMIN » tel que cela serait prétendu par la partie gouvernementale.

Il affirme encore, dans ce contexte, ne s'être jamais vu notifier une quelconque décision ministérielle portant autorisation formelle d'une décharge à cet effet, décision que la partie gouvernementale resterait d'ailleurs en défaut de verser.

² trib. adm. 21 novembre 2001, n° 12921 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Procédure contentieuse, n° 440 et les autres références y citées.

³ trib. adm. 11 février 1998, n° 9746 du rôle, Pas.adm. 2017, V° Compétence, n° 1 et les autres références y citées.

Le demandeur relève encore que la décision signée par le directeur serait rédigée à la première personne, de sorte que ce ne serait, du moins en apparence, pas le ministre qui aurait pris la décision, mais bien le directeur qui le sanctionnerait avec effet immédiat.

Le délégué du gouvernement rappelle, dans son mémoire supplémentaire, les règles applicables aux décharges telles que citées dans ses mémoires précédents, et considère que du fait que le ministre autoriserait une décharge de la tâche d'enseignement pour permettre au chargé de cours d'effectuer une tâche administrative pour une période limitée à une année scolaire, une telle autorisation, sans renouvellement, deviendrait caduque après écoulement de l'année scolaire pour laquelle la décharge a été accordée.

Il est constant en cause que le demandeur, engagé suivant un contrat de travail d'employé d'Etat en tant que chargé de cours, a été dispensé de la totalité de sa tâche d'enseignement pour l'année litigieuse 2016 pour s'occuper de travaux et ce, quels que soient la dénomination exacte de la décharge en question et le nombre total de décharges annuelles allouées depuis le début du contrat.

En vertu de l'article 9 du règlement grand-ducal du 22 juillet 2009, « *Des décharges peuvent être accordées au personnel enseignant suivant les modalités prévues par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.* ».

Aux termes de l'article 6 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, sous la « *Section 2 - Les activités connexes* », « *(1) La tâche de l'enseignant peut également comprendre des activités connexes à autoriser par le ministre, pour la durée renouvelable d'une année scolaire consistant en:*

- a. des activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement non comprises dans la tâche de disponibilité pour l'enseignement et l'établissement;*
- b. des activités dans l'intérêt de l'éducation en général.*

(2) Les activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement non comprises dans la tâche de disponibilité pour l'enseignement et l'établissement peuvent comprendre: (...) k. des travaux administratifs; (...)

(4) Les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités, soit moyennant décharge de la tâche d'enseignement. Une décharge d'une leçon d'enseignement correspond à deux heures de travail. La somme des décharges qui peuvent être accordées à un enseignant ne peut pas dépasser la tâche normale. (...) ».

Il suit de ces dispositions qu'il appartient au seul ministre d'accorder des décharges au personnel engagé comme enseignant et que ces décisions ne sont valables, sauf renouvellement, que pour une seule année scolaire.

Si une décision de décharge devient dès lors *a priori* automatiquement caduque à la fin d'une année scolaire, à savoir le 15 juillet, à défaut d'un renouvellement expressément autorisé par le ministre pour l'année scolaire suivante, force est de constater qu'en l'occurrence, la partie gouvernementale soutient qu'il aurait été, en l'espèce, expressément décidé, dans les actes déférés, de ne plus renouveler la décharge accordée au demandeur.

Dans la mesure où l'autorisation d'une telle décharge ne peut être prononcée, en vertu des dispositions précitées, que par une décision du ministre, c'est en application du principe du parallélisme des formes⁴ que le pouvoir décisionnel appartient également au seul ministre dans le cas où il est décidé de façon expresse de ne plus renouveler la décharge en question et non au directeur de l'école concernée, tel que cela a été pourtant le cas en l'espèce, la lettre du 2 juin 2016 informant le demandeur de sa réintégration au sein du personnel enseignant à partir de la rentrée scolaire 2016/2017 étant exclusivement signé au nom du directeur sans mention de l'existence d'une quelconque délégation ministérielle à cet effet.

Or, étant donné que, sur recours précontentieux, le ministre a, dans sa décision du 13 septembre 2016, expressément confirmé la décision précitée du 2 juin 2016 de ne plus renouveler la décharge précédemment accordée au demandeur, l'incompétence du directeur en la matière a été nécessairement couverte par l'intervention du ministre en tant qu'autorité compétente qui, par l'effet même de sa décision confirmative, s'approprie le contenu de la décision du 2 juin 2016 prise par le directeur, nonobstant l'incompétence de ce dernier en cette matière, de sorte à ratifier ladite décision.

Il s'ensuit que le moyen relatif à l'incompétence de l'auteur de l'acte déféré est finalement à rejeter.

Force est de relever ensuite que, dans la mesure où, dans le but d'effectuer une tâche d'informaticien, le demandeur disposait d'une décharge de l'intégralité de la tâche enseignante théoriquement prévue par son contrat de travail, et ce, depuis le début de son engagement auprès du ..., tel que cela ressort sans équivoque des attestations testimoniales versées en cause par le demandeur et qui n'ont pas été autrement critiquées par la partie gouvernementale sur ce point, la décision de ne plus lui accorder une décharge afférente pour l'année scolaire 2016/2017 doit être considérée comme un changement d'affectation au sens de l'article 9 de son dernier contrat de travail signé en date du 18 décembre 2008, quand bien même la procédure y relative n'a pas été respectée. En effet, suivant ledit article 9 « *L'Etat se réserve la faculté de transférer l'employé(e) chargé(e) de cours à tout autre service selon les nécessités de l'administration et de le (la) déplacer auprès de toute autre administration, en cas de besoin. Dans un tel cas, l'employé(e) est entendu(e) en ses observations.* »

Il suit de cette disposition contractuelle que, contrairement à ses prétentions, le demandeur ne saurait faire valoir un quelconque droit acquis à une affectation précise au

⁴ par analogie : trib. adm. 2 février 2010, n° 25728 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Enseignement, n° 43.

sein du ..., quand bien même il ressort des attestations testimoniales versées en cause, notamment celles de l'ancien chargé de direction ..., que le demandeur a été engagé à l'époque et depuis cette date dans le seul but de s'occuper de tâches informatiques au sein du ... et non pas pour occuper une fonction d'enseignant, et ce, malgré signature d'un contrat de « *chargé(e) de cours* », le recours à ce type de contrat s'expliquant, d'après le témoignage de Madame ..., du fait que seul un poste d'enseignant aurait été budgétairement prévu. Il s'ensuit que le moyen relatif à une violation d'un droit acquis dans le chef du demandeur est à rejeter.

Il est ensuite de jurisprudence constante que tout changement d'affectation, tout comme d'ailleurs les changements de fonctions et les détachements provisoires, peut toujours être décidé, à condition qu'il s'inscrive soit dans l'intérêt du service dans lequel la nouvelle affectation doit être faite, soit dans celui du service où l'agent était affecté auparavant, sans qu'il ne doive y avoir aucune influence sur le rang, le traitement et la carrière de l'agent en question pour qui ce changement ne doit pas non plus comporter un préjudice disproportionné par rapport à l'intérêt du service, sous peine de constituer une sanction disciplinaire déguisée⁵.

Dans le cadre de son contrôle, le juge administratif ne doit pas se tenir uniquement à la lettre de la décision prise, mais doit s'interroger concrètement sur les effets de la décision sur la situation professionnelle de l'intéressé, ainsi que sur les circonstances particulières l'ayant entourée. Ainsi, une décision de changement d'affectation constitue une sanction disciplinaire à partir du moment où sa nature est essentiellement répressive, notamment afin de punir le manquement du fonctionnaire à l'une de ses obligations professionnelles⁶.

En effet, il appartient, au tribunal administratif, en s'interrogeant sur les motifs de la mesure et sur ses effets, de restituer, s'il y a lieu, à la décision lui soumise sa véritable qualification pour sanctionner, le cas échéant, l'absence de garanties disciplinaires⁷.

Une telle analyse est à mener avec d'autant plus de circonspection dans l'hypothèse où le changement d'affectation se trouve intimement liée dans le temps avec une instruction disciplinaire déclenchée contre le même agent⁸.

En l'espèce, il est constant que le demandeur a fait l'objet, en date du 29 avril 2016, d'un ordre de justification relatif à un refus d'ordre lui reproché par ses supérieurs hiérarchiques et que suite à sa prise de position justificative du 11 mai 2016, il a été convoqué à un entretien auprès de la direction pour le 1^{er} juin 2016.

Il ressort également du dossier administratif que le courrier du 2 juin 2016, présentement déféré, a non seulement été émis le lendemain de l'entrevue précitée, mais

⁵ Cour adm. 6 décembre, 2012, n° 30546C du rôle, Pas. adm. 2017, V° Fonction publique, n° 180.

⁶ Cour adm. 6 décembre, 2012, n° 30546C du rôle, Pas. adm. 2017, V° Fonction publique, n° 180.

⁷ En ce sens : trib. adm. 2 mars 2011, n° 26953 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Fonction publique, n° 297.

⁸ Par analogie : Cour adm. 3 juillet 2014, n° 33840C du rôle, Pas. adm. 2017, V° Fonction publique, n° 180.

porte encore expressément comme référence « *Objet : réponse à votre justification relative à l'ordre de justification et votre tâche au ... d'...* ».

Même s'il y est indiqué que la « *directrice adjointe à la formation professionnelle a pris connaissance de [ses] explications et accepte [sa] justification* », de sorte que « *la procédure de l'ordre de justification vient au terme et les documents y afférents sont classés* », le demandeur est, de manière concomitante, informé qu'après « *vérification de [son] contrat de louage de services d'employé de l'Etat en tant que chargé de cours à durée déterminée* », il est libéré « *avec effet immédiat* » de sa tâche administrative dans le domaine informatique et réintégré dans sa fonction d'enseignant à partir de la rentrée scolaire 2016/2017. Ces deux décisions sont confirmées intégralement par le ministre dans sa décision du 13 septembre 2016 intervenue sur recours hiérarchique.

Force est de retenir que c'est à bon droit que le demandeur conclut à une requalification de cette décision en une sanction déguisée, notamment en raison du fait que la décision relative à son affectation fut prise concomitamment avec celle de classer son affaire disciplinaire, sans autre explication y relative de la part de la partie gouvernementale, et ce, même s'il n'y a pas de lien apparent entre ces deux décisions.

En effet, ni le directeur ni le ministre ni encore moins le délégué du gouvernement ne fournissent la moindre justification quant à la nécessité ou l'opportunité de décider, à ce moment précis, d'un changement d'affectation du demandeur qui, s'il ne jouit certes pas d'un droit acquis sur son affectation au service informatique du ... d'..., peut néanmoins s'attendre, en vertu du principe de la confiance légitime en raison de la circonstance avérée qu'il avait été engagé et occupé depuis lors exclusivement en tant qu'informaticien, à ce que l'administration, non seulement lui permette de prendre position sur un tel changement d'affectation, tel que cela est d'ailleurs prévu par l'article 9 précité du contrat de travail en vigueur, mais que cette dernière lui fournisse également une motivation spécifique à cet égard. Or, tout au long de la procédure tant précontentieuse que contentieuse, la partie gouvernementale est restée en défaut de présenter le moindre élément de motivation derrière la décision « *de ne plus procéder au renouvellement d'une décharge* » en sa faveur.

En effet, tel que cela a été rappelé plus en avant, tout changement d'affectation, que ce soit celui d'un fonctionnaire ou d'un employé de l'Etat, suppose qu'il soit opéré soit dans l'intérêt du service dans lequel la nouvelle affectation doit être faite, soit dans celui du service où l'agent était affecté auparavant. A défaut de toute information y relative de la part de la partie gouvernementale, la preuve d'un intérêt de service laisse d'être rapportée. En tout état de cause, la circonstance suivant laquelle aucun reproche professionnel n'a été finalement retenu contre lui - du moins officiellement tel qu'il est décrété dans les décisions déférées - ne saurait justifier le changement d'affectation dans l'intérêt du poste d'informaticien que le demandeur a occupé depuis son engagement.

A cela s'ajoute qu'il n'y avait, *a priori*, et toujours à défaut de toute explication y relative de la part de la partie gouvernementale, aucune raison apparente quant à l'adoption de la décision de ne plus renouveler la décharge précédemment accordé au

demandeur le même jour que celle de classer son affaire disciplinaire sans suites, d'autant plus que cette décharge, valable pour la seule année scolaire en cours, serait de toute façon *a priori* devenue caduque un mois et demi plus tard.

Dans ce même contexte, la partie gouvernementale ne fournit pas la moindre explication quant à la raison pour laquelle le demandeur a été « *libéré* » « *avec effet immédiat* » de sa tâche administrative dans le domaine informatique en attendant d'être « *réintégré* » dans le corps enseignant, une telle décision s'apparentant tout au plus à une suspension disciplinaire dans le contexte d'une sanction disciplinaire déguisée.

De plus, au regard des attestations testimoniales versées par le demandeur et non valablement contestées par la partie gouvernementale à cet égard, suivant lesquelles, le demandeur n'a jamais exercé la fonction d'enseignant depuis son engagement en date du 1^{er} février 2002, l'affirmation qu'il sera « *réintégré* » dans sa fonction d'enseignant est à tout le moins sujette à caution, quand bien même son contrat d'embauche est celui d'un chargé de cours.

Au regard de toutes ces considérations, la décision du 2 juin 2016 telle qu'elle a été confirmée par la décision ministérielle du 13 septembre 2016 doit être requalifiée en tant que sanction disciplinaire déguisée et encourir, dans le cadre du recours en réformation, l'annulation pour violation des règles relatives à la discipline des fonctionnaires telles qu'elles sont applicables au demandeur en sa qualité d'employé de l'Etat en fonction depuis plus de dix ans, en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 relative au statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, quatrième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours subsidiaire en réformation ;

au fond, le déclare justifié, partant, dans le cadre du recours en réformation, annule la décision du 2 juin 2016, ensemble la décision confirmative du 13 septembre 2016, de ne plus procéder au renouvellement de la décharge en faveur de Monsieur ..., et renvoie le dossier au ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de de la Jeunesse en prosécution de cause ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours principal en annulation ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par :

Anne Gosset, premier juge,

Olivier Poos, premier juge,
Daniel Weber, juge,

et lu à l'audience publique du 16 mars 2018 par le premier juge, Anne Gosset, en
présence du greffier Xavier Drebenstedt.

s. Xavier Drebenstedt

s. Anne Gosset

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 16 mars 2018
Le greffier du tribunal administratif